

**Nations unies - Lutte antimines et
atténuation des risques liés aux
explosifs - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 13 juin 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie la présidence bolivienne du conseil de sécurité pour l'organisation de ce débat important et pour son projet de résolution sur la lutte antimines, sur lequel la France est engagée de manière constructive. Je remercie également le sous-secrétaire général Zouev et madame Nathalie Ochoa Nina pour leurs présentations très éclairantes.

Monsieur le Président,

Les risques posés par les mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre, sans oublier l'usage persistant d'armes à sous-munitions, constituent une préoccupation grave et majeure de notre temps. À cela s'ajoutent les nombreux défis posés par le recours croissant aux engins explosifs improvisés (EEI) au bilan toujours plus meurtrier. L'actualité récente a été marquée par les incidents survenus au Mali notamment, où nous avons tous déjà payé un lourd tribut. Mais cet inquiétant constat s'applique en réalité partout où les populations civiles, les forces locales et les contributeurs de troupes font face, quotidiennement, à ces fléaux des conflits modernes. Ces armes sèment la mort et la mutilation, en direct et en différé si l'on peut dire, fauchant au hasard longtemps après avoir été posées. Elles ne font pas la différence entre civils et militaires.

Monsieur le Président,

Face à cette menace d'une extrême acuité, nous avons une obligation morale et fondée en droit - et pas seulement sécuritaire - vis-à-vis des populations que nous devons protéger, des personnels que nous déployons, et des États hôtes avec qui nous collaborons. Je pense aussi naturellement aux premiers relais sur place de notre action, les démineurs civils et militaires. Je tiens à leur rendre hommage pour leur dévouement constant et sans relâche, au péril de leur vie. Leur action est essentielle parce qu'elle permet de sauver des vies chaque jour, non seulement en protégeant les civils de ces armes, mais également en créant les conditions de sécurité permettant aux casques bleus de se déployer et aux personnels humanitaires d'atteindre les populations dans le besoin.

Monsieur le Président,

Les mines antipersonnel, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés forment un ensemble complexe. La présence de mines dans des zones d'habitation et de culture, la dispersion de munitions non explosées, et le piégeage par des engins explosifs improvisés constituent autant de défis particuliers. Pour y remédier, nous devons mobiliser des expertises et des matériels spécifiques. Comme dans beaucoup d'autres domaines, il n'y a donc pas de réponse unique, mais une série de mesures adaptées, distinctes mais complémentaires, dont la cohérence doit être préservée et renforcée.

Nous devons d'abord doter les acteurs sur le terrain, qu'il s'agisse des troupes ou des forces déployées, des moyens opérationnels nécessaires à leur action. Il convient aussi de soutenir les ONG spécialisées, travaillant sans relâche dans des zones extrêmement dangereuses. Le rôle des nouvelles technologies est incontournable pour anticiper et réduire les menaces, et je tiens à saluer toutes les initiatives innovantes du secrétariat dans ce domaine. Je voudrais aussi saluer le travail remarquable du service d'action contre les mines de l'ONU, sous la direction particulièrement efficace et dynamique d'Agnès Marcaillou, aux côtés d'autres instances onusiennes.

Nous avons par ailleurs une responsabilité essentielle au titre de l'assistance, notamment en termes de formation et de sensibilisation. En effet, il est primordial de permettre aux pays exposés de construire leur propre expertise, pour ne plus être tributaire, à terme, de celle des autres. Ceci implique aussi d'intensifier nos efforts d'éducation afin d'améliorer l'appréhension des risques par les populations locales. Ces efforts de prévention constituent un axe essentiel de notre action, et doivent s'ajouter aux programmes de dépollution et de sécurisation afin de protéger les populations civiles.

Dans ce contexte, Monsieur le Président, l'action de la France se mesure en particulier dans le soutien à la conduite de la réforme de la sécurité de nombreux États partenaires, dans l'appui à la formation des entités nationales et dans le soutien aux ONG déployées dans les pays concernés. A l'instar de Handicap international, ces ONG réalisent un travail admirable. Afin d'oeuvrer à la stabilisation, la France soutient dans un cadre essentiellement humanitaire des formations spécialisées dans un certain nombre de pays en sortie de crise. Elle soutient des programmes de déminage, notamment au Moyen Orient et en Afrique en partenariat étroit avec nos partenaires, en appuyant par exemple des initiatives régionales comme le centre régional de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution (CPADD) du Bénin.

Mais notre action opérationnelle ne peut s'arrêter à la somme de nos activités individuelles. La complexité de la menace appelle l'élaboration par des acteurs multiples d'une réponse coordonnée, reposant sur la diversité d'expertise et de moyens de chacun. Le groupe de soutien à l'action contre les mines, actuellement présidé par l'Italie, en constitue une excellente illustration. La France mène aussi une coopération étroite avec l'Union européenne ainsi qu'avec les principales ONG intéressées.

Monsieur le Président,

Le renforcement des moyens sur le terrain va enfin de pair avec la nécessité de rechercher l'universalisation et d'assurer la pleine mise en oeuvre des outils juridiques à notre disposition. Je pense à la convention d'Ottawa, instrument de référence en matière de lutte contre les mines antipersonnel, ainsi qu'à la convention d'Oslo interdisant les armes à sous-munitions. Nombre de pays partagent les objectifs que ces conventions, même s'ils n'en sont pas encore signataires. Et certains étudient les implications d'une éventuelle adhésion, que nous devons nous efforcer d'encourager et de faciliter.

Monsieur le Président,

Le temps presse face au nombre de victimes de plus en plus élevé de ces armes. Notre responsabilité morale, politique et juridique est d'intensifier nos efforts et de renforcer leur cohérence pour réduire au maximum l'hémorragie causée par ces engins meurtriers. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.